



Jeux olympiques de Tokyo : le déni de la catastrophe en cours

Communiqué de *Fin du nucléaire asbl* du 9 mars 2020

www.findunucleaire.be
info@findunucleaire.be
+32.(0)4.277.06.61

En septembre 2013, après avoir affirmé devant le CIO (Comité international olympique) que « la situation à Fukushima est sous contrôle », le Premier ministre Shinzo Abe et son pays ont remporté l'attribution des jeux de 2020. Quelle était la réalité de cette affirmation ? Qu'en est-il sept ans plus tard à quelques mois du début de ces jeux ?

Le 11 mars 2011 à 14 h 46 survient le scénario impensé : un tremblement de terre record de magnitude 9 et long de 3 minutes endommage la centrale de Fukushima Daiichi et 50 minutes plus tard le tsunami parachève sa destruction. Les événements catastrophiques se succèdent dans les heures et les jours suivants : explosions et incendies dans plusieurs bâtiments réacteurs, fusion des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3, dégagement massif de radionucléides dans le sous-sol, l'atmosphère et la mer provoquant l'exode de 350 000 personnes.

Une quinzaine de jours sont nécessaires pour ralentir un tant soit peu ces rejets qui n'ont en fait pas cessé depuis. Actuellement une partie de l'eau de ruissellement s'écoulant dans les réacteurs accidentés et des 200 m³ d'eau injectée quotidiennement pour refroidir les 900 tonnes de corium des cœurs fondus s'infiltré dans le sous-sol et dans l'océan Pacifique, ajoutant en continu à ce qui a été dès le début la plus grande pollution radioactive du milieu marin de tous les temps, et ce, malgré la mise en place en sous-sol d'une barrière réfrigérée de 1,4 km achevée en 2018 (coût : 265 millions d'euros et 8 millions pour l'électricité chaque année). Aujourd'hui, il semble bien que la radioactivité totale rejetée dans l'environnement dépasse largement celle de la catastrophe de Tchernobyl. La chance du Japon a été de voir 80 % des rejets atmosphériques poussés par les vents dans l'océan.

Pour éviter un effondrement de l'économie du pays comme il s'est produit en URSS à la suite de la catastrophe de Tchernobyl du fait de l'évacuation massive des populations les plus à risque, le gouvernement japonais a très vite relevé la limite du débit de dose de radioactivité acceptable par la population de 1 à 20 mSv/an (millisievert par an), enfants compris, ce qui par exemple a permis d'éviter l'évacuation de la ville de Fukushima située à 62 km au nord-ouest de la centrale accidentée et qui compte 300 000 habitantsⁱ. Il faut savoir qu'il n'y a pas de dose de radiation « sûre » en dessous de laquelle il n'y aurait pas de risque sanitaire : comme pour tout facteur induisant le cancer, le tabac par exemple, plus la dose est élevée, plus le risque est élevé. Un enfant qui recevrait 20 mSv/an durant ses cinq premières années aurait un risque additionnel de développer un cancer au cours de sa vie de 1 pour 30, de même pour celui de mourir prématurément d'un accident cardio-vasculaireⁱⁱ.

Le gouvernement japonais a entrepris une vaste opération de « décontamination » des territoires évacués en 2011, tout profit pour les entreprises du BTP (bâtiment et travaux publics) qui ont déjà engrangé plus de 20 milliards d'euros pour ce faire : concrètement, dans les zones d'habitat et agricoles, les cinq premiers centimètres du sol sont enlevés et les surfaces artificielles sont lavées à l'eau à haute pressionⁱⁱⁱ. Par contre, les forêts qui constituent 75 % du territoire sont laissées en l'état et, pour les zones décontaminées, deviennent une source inépuisable de radionucléides par le ruissellement de l'eau de pluie, l'érosion et les feuilles mortes^{iv}.

À l'exception des zones dites de « retour difficile », cette « décontamination » est à présent terminée, les ordres d'évacuation ont été levés et l'aide financière aux réfugiés supprimée, limitant le choix de la plupart d'entre eux à une vie d'exilé dans le dénuement ou à un retour dans leur habitat d'origine toujours contaminé qui, de plus, peut être massivement recontaminé à tout moment à la suite de conditions météorologiques défavorables.

Pour donner un semblant de légalité à ce retour forcé, la limite de 20 mSv/an de l'état d'urgence nucléaire reste d'application, à l'encontre de l'avis du Rapporteur spécial des Nations unies sur les substances et déchets dangereux, Baskut Tuncak, qui a vivement critiqué le gouvernement japonais pour avoir renvoyé des citoyens chez eux en les exposants à un niveau de radiation 20 fois supérieur à ce qui est considéré comme « acceptable » selon les normes internationales. Il remarque encore que le Japon a souscrit à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et que forcer le retour d'enfants, de femmes enceintes ou en âge de procréer dans des zones contaminées à 20 mSv/an est contraire à cette convention.

Les faits sont là, implacables : on ne peut se débarrasser de la radioactivité et les territoires

contaminés le resteront très longtemps. La catastrophe, dès qu'elle s'échappe du cœur d'un réacteur nucléaire, ne peut être « contrôlée » et le piège se referme sur les populations concernées.

En 2019, le ministre japonais de la Reconstruction déclarait qu'« il est possible de mener une vie normale » dans les zones contaminées par la radioactivité. Tout est mis en œuvre pour faire passer ce message, la soi-disant décontamination des territoires radioactifs n'est qu'une des facettes de la campagne de « normalisation » entreprise par le gouvernement japonais, l'organisation des Jeux olympiques en est une autre. Cela commence dès le plus jeune âge où on apprend aux écoliers qu'il n'y a pas de risque lié aux faibles doses et comment vivre en territoire contaminé^v.

D'autre part, l'État japonais fait tout ce qu'il faut pour réduire artificiellement les mesures de radioactivité, par exemple en plaçant les postes de mesure dans des endroits bien choisis et nettoyés et en équipant ces appareillages de batteries blindées, ce qui réduit l'intensité du rayonnement atteignant les sondes de mesure. Autre facette, la manipulation des statistiques officielles du cancer de la thyroïde de la préfecture du Fukushima qui ne prennent en compte que les personnes qui avaient moins de 18 ans au moment de l'accident, et seulement si elles sont traitées par l'hôpital universitaire de Fukushima. De plus, 87 000 enfants ont été sortis de l'étude ; malgré cela, ces données biaisées conduisent à un risque de cancer de la thyroïde multiplié par 15, selon un expert indépendant^{vi}.

Un sommet de cynisme est atteint avec le parcours de la flamme olympique qui commencera le 26 mars au J-Village, le site d'entraînement de l'équipe féminine de football japonaise, à seulement 10 km au sud de la centrale accidentée, pour se poursuivre ensuite dans les zones dites décontaminées où le gouvernement tente de forcer les habitants au retour. En octobre 2019, Greenpeace a mesuré un niveau de radiation extrême près du parking du J-Village, 622 mSv/an au niveau du sol et 280 mSv/an à 10 centimètres de hauteur ; de même en d'autres points chauds (« hotspots ») sur le parcours de la flamme olympique. Courir dans cette zone présente bien entendu un risque d'irradiation, mais, plus grave, de contamination interne par inhalation de particules radioactives.

Quiconque se rendra au Japon pour les Jeux olympiques de Tokyo contribuera à la campagne de normalisation voulue par l'État japonais avec le soutien d'institutions internationales comme l'OMS et l'AIEA^{vii} affirmant que « la situation est sous contrôle » et que les conséquences délétères de l'accident nucléaire sont maîtrisées, déniaient la réalité de la catastrophe en cours.

Contact

Francis Leboutte
Paul Lannoye
info@findunucleaire.be
04.277.06.61

ⁱ En Ukraine, la limite est de 5 mSv/an et il y a un droit à la réinstallation entre 1 et 5 mSv/an.

ⁱⁱ Professeur Tilman Ruff, expert en santé publique : *A Public Health Perspective on the Fukushima Nuclear Disaster*, www.jstor.org/stable/42704844

ⁱⁱⁱ Le volume de déchets radioactifs produits par les opérations de décontamination représente plus de 20 millions de m³ et actuellement s'entasse dans des centaines de milliers de grands sacs dispersés dans une multitude de dépôts en plein air.

^{iv} Après avoir été décontaminés, les environs du stade Azuma de la ville de Fukushima ont vu augmenter très fortement le niveau de radioactivité après le passage du typhon Hagibis en octobre 2019, du fait de la présence de radionucléides dans le sol des montagnes environnantes. Ce stade recevra les compétitions olympiques de baseball et softball.

^v Lire *Minimiser les impacts catastrophiques d'un accident nucléaire est en passe de devenir un grand classique*, une interview de Sezin Topçu, historienne et sociologue des sciences. <http://findunucleaire.be/html/Minimiser-les-impacts-catastrophiques-d-un-accident-nucleaire.htm>

^{vi} Lire l'article du Dr Alex Rosen, président de la section allemande de l'IPPNW, *Fukushima : risque de cancer de la thyroïde multiplié par 15*. http://findunucleaire.be/doc/nucleaire/-articles/-Fukushima/Rosen-Alex_Fukushima-cancer-thyroide-multiplie-par-15_11-mars-2019.pdf

^{vii} AIEA : Agence internationale de l'énergie atomique.